Forte de plus de 25 ans d'expérience acquise dans le domaine de la justice internationale, de la protection des droits de la femme et de la santé en qualité de leader stratégique, de conseillère et de militante en faveur des droits de la femme et de l'égalité des sexes, Mme Inder apportera des conseils d'ordre stratégique au Bureau du Procureur pour les questions relatives au genre et notamment les violences sexuelles et à caractère sexiste.

« L'intégration plus poussée d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans tous les domaines qui occupent le Bureau et davantage de reconnaissance du caractère sexuel de la violence sont pour nous des priorités. Mme Inder est une experte reconnue en ce qui concerne les questions relatives au genre et apporte avec elle sa connaissance approfondie des affaires, des politiques et de l'histoire de la Cour en tant qu'institution », a déclaré Mme Bensouda. Le Procureur saisit cette occasion pour remercier Mme Catherine MacKinnon, qui occupait jusqu'à présent ce poste, pour son engagement et ses inlassables efforts en faveur de la justice pour les femmes et sa contribution aux politiques progressistes du Bureau en ce sens.

Mme Inder, qui est originaire de la Nouvelle-Zélande, est directeur exécutif de Women's Initiatives for Gender Justice, une organisation internationale, qui milite en faveur de l'obligation de rendre des comptes dans le cadre de crimes à caractère sexuel à travers l'action de la Cour et de mécanismes nationaux, et notamment pour la promotion des questions concernant la justice pour les femmes dans le cadre des négociations de paix et des procédures judiciaires nationales à la suite de conflits.

« L'expérience qu'a acquise Mme Inder en tant que conseillère pour les questions politiques et relatives aux femmes lors de négociations menées par l'ONU sur la scène internationale, ainsi que son expérience pratique lors du travail qu'elle a mené à bien durant ces dix dernières années avec les femmes et les communautés affectées par les conflits armés, viennent souligner la priorité que j'accorde au renforcement de la coopération entre les groupes de femmes au niveau local et le Bureau », a ajouté le Procureur.

Mme Inder conseillera Mme Bensouda en ce qui concerne l'ensemble des questions relatives aux femmes auxquelles s'intéresse le Bureau du Procureur. L'une de ses priorités immédiates sera de renforcer l'approche institutionnelle du Bureau concernant un certain nombre de questions relatives aux femmes et de soutenir sa politique globale en matière de crimes à

caractère sexiste. Les conseillers spéciaux du Bureau du procureur sont des experts reconnus dans leur domaine qui fournissent au Procureur des conseils, à sa demande ou bien de leur propre initiative, en matière de formation, de politique, de procédure ou sur le plan juridique.

Ces conseillers travaillent de façon bénévole et sont tenus par une clause de confidentialité. COMPLÉMENT D'INFORMATION Mme Inder a dirigé l'élaboration d'initiatives en matière de justice internationale et notamment des programmes de surveillance juridique et de sensibilisation stratégique ; elle a également supervisé la rédaction d'écritures déposées devant la Cour au sujet des droits des victimes, de l'importance des poursuites en matière de crimes à caractère sexiste et des questions relatives aux réparations en la matière. Mme Inder a également développé et mis en place des programmes visant à garantir la participation des femmes aux pourparlers de paix en Ouganda et au Soudan et mené des évaluations sur l'impact des violences sur les femmes et les jeunes filles dans les pays en guerre.

Elle a enfin élaboré des projets de documentation sur les crimes à caractère sexiste lors des conflits armés, des mesures de protection des défenseurs des droits de la femme et des programmes de soutien aux victimes et aux survivants de tels crimes. Mme Inder a récemment été citée dans l'annuaire 2012 de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et a occupé des fonctions en Asie-Pacifique et en Afrique et, plus particulièrement, au Bangladesh, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan et en Ouganda. Elle a fourni des avis politiques et défendu la cause des femmes lors de négociations menées par l'ONU sur des questions politiques majeures, à savoir la démographie et le développement, les droits de l'enfant, le sida et les droits de la femme et l'égalité entre les sexes.

Mme Inder a été la toute dernière présidente de l'organisation Association for Women's Rights in Development (AWID) et a également occupé les postes de directeur exécutif des centres juridiques communautaires de la province de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie), directeur exécutif du YWCA d'Aotearoa-Nouvelle-Zélande et directeur des Services et programmes en matière de VIH/sida du AIDS Council de la Nouvelle-Galles du Sud (ACON)en Australie. Mme Inder est l'auteur et le co-auteur de nombreux articles traitant des droits des femmes et de publications, dont le récent rapport sur la justice pour les femmes dans le cadre des activités de la Cour (Gender Report Card on the ICC, 2005-2011, éditeur et co-auteur), The ICC, Child Soldiers and Gender Justice (auteur, novembre 2011), et Partners for Gender Justice (auteur, à paraître en 2012).

Source: allAfrica